



Personne Publique

Etat - Ministère des armées

Objet du marché

Forces Armées aux Antilles (FAA) (971-972)

Prestations d'Exploitation et Maintenance

Département de la Martinique

LOT 01 - EAU

AEP-INCENDIE - ASSAINISSEMENT - PLOMBERIE SANITAIRE – PISCINES

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

Prescriptions Spécifiques

(C.C.T.P.)

Ce document est la propriété de la DID de Fort de France ; il ne peut être communiqué ou reproduit sans son autorisation écrite

<u>Cahier des Clauses Techniques Particulières</u> Maintenance préventive et corrective des réseaux de servitude en eaux potables et incendie des sites de la Martinique au profit des FAA	AO0/CCTP Éd. : 1 Ind. : B
Direction d'Infrastructure de Défense de Fort-de-France	

GESTION DU DOCUMENT

Gestionnaire :

Edition	Indice	Date	Nature de la modification	Nom
1	A	31/07/2024	Création document initial	ALBERT H.
1	B	23/09/2025	Modification de la procédure d'appel à la concurrence	Mme Sapotille et M. Jean Baptiste

Ce document annule et remplace le document :

Résumé d'auteur :

Le présent document présente les spécifications techniques de besoin concernant les prestations de maintenance sur des réseaux AEP, poteaux et bouche incendie, RIA, IOTA des sites des Forces Armées aux Antilles – périmètre Martinique maintenus par la DID de Fort-de-France

Ce document est la propriété de la DID de Fort-de-France, il ne peut être communiqué ou reproduit sans son autorisation écrite.

Ce document est la propriété de la DID de Fort de France ; il ne peut être communiqué ou reproduit sans son autorisation écrite

Sommaire

I. INDICATIONS GENERALES	5
I.1. NATURE ET ETENDUE DES PRESTATIONS	5
I.2. LISTE DES EQUIPEMENTS, MATERIELS ET INSTALLATIONS	6
I.3. ASTREINTE	7
I.4. ASSISTANCE AU MAITRE D'OUVRAGE	7
I.5. MAINTENANCE PREVENTIVE	7
I.6. OPERATIONS DE MAINTENANCE CORRECTIVE	9
A- <i>Programmation</i>	9
B- <i>Consistance des prestations</i>	9
C- <i>Maintenance corrective incluse dans le forfait annuel (hors garantie)</i>	9
I.7. DEPANNAGE	10
<i>Délai d'intervention</i>	10
I.8. TEMPS MAXIMUM D'INDISPONIBILITE DU MATERIEL	11
I.9. SUIVI HEBDOMADAIRE DE L'ETAT DE FONCTIONNEMENT	11
II. SECTION TECHNIQUE 01 : AEP/INCENDIE	12
II.1. PERIMETRE DES INTERVENTIONS	12
II.2. OPERATIONS D'EXPLOITATION ET DE MAINTENANCE PREVENTIVE	12
Conduite et surveillance	12
Prestations à réaliser au titre de l'entretien	13
Prestations à réaliser au titre de la conduite des installations	13
Prestations à réaliser au titre de la distribution d'eau potable des équipements de stockage d'eau	13
Prestations de curage et de nettoyage des réservoirs au Novembre-Décembre de l'année N	13
II.3. PROCEDURE MODE CYCLONIQUE	14
II.4. COMPTE RENDU A LA DID	15
A- <i>Suivi de l'état d'avancement du planning de la maintenance préventive</i>	15
B- <i>Compte rendu minimum d'intervention maintenance préventive</i>	15
III. SECTION TECHNIQUE 02 : ASSAINISSEMENT	16
III.1. LE PERIMETRE TECHNIQUE DES INTERVENTIONS A REALISER AU TITRE DU PRESENT DOMAINE EST CONSTITUE COMME SUIV :	16
III.2. LISTE DES IMMEUBLES FAISANT L'OBJET L'EXPLOITATION ET LA MAINTENANCE PREVENTIVE ET CORRECTIVE DE STATIONS D'EPURATION (STEU)	16
III.3. REGLEMENTATION DE VOIRIE	17
III.4. OPERATIONS D'EXPLOITATION ET DE MAINTENANCE PREVENTIVE	17
Conduite et surveillance	17
III.5. PRESTATIONS A REALISER AU TITRE DES STATIONS D'EPURATION	17
A- <i>Interventions – STEU</i>	18
B- <i>Auto surveillance – STEU</i>	18
C- <i>Stockage des refus de dégrillage et flottants – STEU</i>	19
D- <i>Evacuations et traitement des graisses - STEU</i>	19
E- <i>Production des boues – STUE</i>	19
PAE	19
DIDIER	19
III.6. PRESTATIONS A REALISER AU TITRE DES VIDANGES DES FOSSES SEPTIQUES ET DES BACS A GRAISSE	19
III.7. ANALYSES DE REJET	19
III.8. COMPTE RENDU A LA DID	19
A- <i>Suivi de l'état d'avancement du planning de la maintenance préventive</i>	19
B- <i>Compte rendu minimum par intervention de maintenance préventive</i>	20
C- <i>Compte rendu périodique</i>	20
III.9. DECHETS	20
IV. SECTION TECHNIQUE 03 : PLOMBERIE SANITAIRE	22
IV.1. PERIMETRE	22

Ce document est la propriété de la DID de Fort de France ; il ne peut être communiqué ou reproduit sans son autorisation écrite

IV.2. PERIMETRE DES PRESTATIONS ASSOCIES A CHAQUE EQUIPEMENT	22
IV.3. OPERATIONS D'EXPLOITATION ET DE MAINTENANCE PREVENTIVE	23
IV.4. COMPTE RENDU A LA DID	25
A- <i>Suivi de l'état d'avancement du planning de la maintenance préventive</i>	25
B- <i>Compte rendu minimum d'intervention</i>	26
V. SECTION TECHNIQUE 04 : PISCINES	27
V.1. NATURE ET ETENDUE DES PRESTATIONS.....	27
V.2. PERIMETRE DES PRESTATIONS.....	28
V.3. OPERATIONS D'EXPLOITATION ET DE MAINTENANCE PREVENTIVE	29
A- <i>Management du contrat incluse dans le Prix forfaitaires annuel</i>	29
B- <i>Conduite et surveillance</i>	29
C- <i>Prestations à réaliser au titre de l'entretien</i>	30
V.4. COMPTE RENDU A LA DID	31
A- <i>Suivi de l'état d'avancement du planning de la maintenance préventive</i>	31
B- <i>Compte rendu minimum d'intervention</i>	31

ANNEXES :

- CCTP-ST1- Annexe 1- inventaire AEP incendie
- CCTP-ST1- Annexe 2 - gamme de maintenance
- CCTP-ST1- Annexe 3- carnet de travaux sur réseaux enterrés
- CCTP-ST1- Annexe 4- longueur approximative des réseaux
- CCTP-ST1- Franchise applicable à la ST1
- CCTP-ST2- Annexe 01-inventaire des équipements assainissement
- CCTP-ST2- Annexe 02-liste des sites _Linéaires de réseaux
- CCTP-ST2- Annexe 03 - gamme de maintenance
- CCTP-ST2- Annexe 04 - CR visite
- CCTP-ST2-franchise applicable à la ST2
- CCTP-ST3-Annexe 01- inventaire des équipements PSA
- CCTP-ST3- Annexe 02 - gamme de maintenance
- CCTP-ST3- franchise applicable à la ST3
- CCTP-ST4-Annexe 01-inventaire des équipements_Plan de maintenance
- CCTP-ST4-Annexe 02- gamme de miantenance
- CCTP-ST4-Annexe 03- principe de fonctionnement des installations techniques de la piscine
- CCTP-ST4-Annexe 04 - exploitation de la piscine et pataugeoires ouverte au public
- CCTP-ST4-Annexe 05- liste des pièces de rechanges_à titre indicatif
- CCTP-ST4-Annexe 06- plan de principe local technique piscine FMD
- CCTP-ST4-Annexe 07- mémento DUEM de la piscine
- CCTP-ST4- franchise applicable à la ST4

I. INDICATIONS GENERALES

Les prestations portent sur le **Maintien en Condition des installations techniques des réseaux de servitude AEP (Adduction Eau Potable), le Maintien en Condition des équipements d'assainissement tels que les réseaux de servitude eaux pluviales, eaux usées et les stations d'épuration situées sur le Pôle Aéronautique Etatique (PAE) et l'immeuble DIDIER, le Maintien en Condition des réseaux de plomberie sanitaire (PSA) des bâtiments et le Maintien en Condition des installations techniques de deux piscines** sur les emprises militaires opérationnels et des infrastructures des Forces Armées aux Antilles (FAA), avec obligation de résultats, installations précisées dans les annexes du présent CCTP.

Le présent lot est découpé en quatre sections techniques :

DOMAINE EAU	1	AEP / INCENDIE
	2	ASSAINISSEMENT
	3	PLOMBERIE SANITAIRE
	4	PISCINES

Les prestations « Exploitation - Maintenance préventive » et « Exploitation - Maintenance corrective » seront exécutées sur les sites des FAA situées sur l'île de la Martinique. « Se référencer au CCTP-DG I.2. Listes des immeubles faisant l'objet du présent marché » et l'annexe 02- Plan masse Martinique du CCTP-DG.

I.1. Nature et étendue des prestations

Le prestataire assurera sous sa responsabilité, pour les équipements et ouvrages définis dans les chapitres du CCTP et de ses annexes, les prestations suivantes :

- L'assistance au responsable de la DID
- La gestion technique des réseaux et installations, le classement, le suivi et la mise à jour de la documentation technique.
- La tenue à jour d'indicateurs, la réalisation de bilans périodiques,
- L'accompagnement aux contrôles réglementaires (si elle est demandée dans la section technique suivants du présent CCTP).
- Les actions d'exploitation et de maintenance préventive comprenant en particulier (en fonction des demandes exprimées dans chaque section technique du CCTP) :
- Les opérations de conduite et de surveillance des équipements,
- La maintenance préventive systématique et conditionnelle,
- Les essais, réglages et manoeuvre de vérification courante et réglementaire de bon fonctionnement.
- Les interventions de maintenance corrective (en fonction des demandes exprimées dans chaque section technique du CCTP) durant les heures ouvrées et en période d'astreinte pour :
- Urgence et mises en oeuvre de toutes mesures conservatoires,
- Dépannage et réparation suite à des défaillances de fonctionnement.
- Les recherches de fuites, ouvertures de voirie, et fermetures de voiries avec finition.

Seront également à la charge du prestataire :

- La gestion et l'organisation de la maintenance, la coordination, le suivi, la gestion du personnel, le contrôle et l'optimisation des interventions de ses agents et de ses sous-traitants éventuels,
- La mise en place d'un service d'astreinte,
- L'établissement des rapports et des comptes rendus d'intervention ainsi que la tenue des documents réglementaires et contractuels,
- Le suivi des consommations d'eau potable de tous les sites.

- La propreté et l'hygiène des locaux techniques mis à sa disposition, tout nettoyage rendu nécessaire après intervention, l'évacuation des déchets liés à ces prestations dans le respect de la réglementation concernant l'environnement,
- Les fournitures et les consommables nécessaires à l'entretien courant, la fourniture et la pose de toute pièce détachée dont il a la charge ainsi que leur approvisionnement à pied d'œuvre et l'évacuation des pièces défectueuses.
- D'une façon générale, seront comprises toutes les sujétions de main-d'œuvre, de déplacement et de fonctionnement nécessaires aux prestations de maintenance préventive ou corrective.

Le prestataire inscrit ses actions de maintenance dans le respect :

- Des plannings,
- Des caractéristiques des équipements,
- Des recommandations et spécifications des fabricants,
- Des règles de l'art, et contenu de la dernière réglementation en vigueur le jour de l'intervention,
- Des consignes particulières données par la personne responsable du marché et/ou le maître de l'ouvrage.

Le prestataire procède à toutes les réparations ou réfections que celles-ci proviennent :

- De la qualité des produits ou des matériaux employés par lui,
- Des conditions d'exécution des travaux ou prestations antérieures à la prise d'effet de son contrat,
- De dégradations délibérées des équipements et installations occasionnées par du personnel de sa société ou sous-traitants éventuels.

La maintenance préventive est destinée à maintenir les équipements dans de bonnes conditions de fonctionnement en toute sécurité.

Les travaux préventifs consistent en des remplacements d'éléments à échéances régulières.

Les interventions correctives correspondent au dépannage et à la remise en état des équipements à la suite d'un compte rendu de visite ou d'une défaillance constatée dans le fonctionnement d'un équipement.

Les visites de maintenances préventives ne seront pas effectuées en même temps que des interventions de maintenances correctives.

Notas : Les installations sont constituées d'appareils pouvant provenir de différentes marques ou fabricants et de canalisations de toutes natures. Le titulaire est réputé posséder les connaissances et compétences nécessaires pour en assurer la maintenance. Il ne peut donc pas opposer une quelconque méconnaissance technique ou fonctionnelle des installations pour se soustraire à ses obligations.

La personne réalisant les prestations de toute nature veillera à maintenir l'équipement ou l'ouvrage ainsi que ses alentours dans le même état de propreté qu'il les a trouvés en commençant son intervention. En cas d'altération excessive de la propreté des abords du lieu d'intervention par le prestataire, celui-ci devra, à ses frais, nettoyer la partie en question.

Le prestataire assure :

- Le nettoyage de tous les locaux techniques qui sont mis à sa disposition,
- L'évacuation, hors du site, des déchets dus à leur exploitation, dans le respect de la réglementation concernant l'environnement,

I.2. Liste des équipements, matériels et installations

La liste des installations à prendre en compte est établie sur l'annexe 1.

Concernant l'évolution de ces installations veuillez-vous référencer à l'article « X.1 Fluctuation des inventaires ».

Les renseignements fournis en annexe, ne sont donnés qu'à titre indicatif. A l'occasion de la période de prise en charge des installations, l'entreprise vérifiera et mettra à jour les renseignements techniques de chaque équipement ; il transmettra ensuite au représentant de la personne publique cette mise à jour sur support informatique.

I.3. Astreinte

Les ressources de toute natures affectés au service d'astreinte devront permettre au Titulaire d'atteindre les obligations de résultat spécifiées dans les chapitres concernés.

Le Titulaire assurera un service d'astreinte pour intervenir sur tous les sites :

- De 17h00 à 6h30, le lendemain, le lundi et mardi,
- De 13h00 à 06h30, le lendemain, le mercredi, jeudi et vendredi au lundi 06h30 pour le week-end,
- Les jours fériés sont à prendre en compte pour le régime d'astreinte. Le personnel d'astreinte du titulaire dépêché sur site devra disposer des qualifications, des habilitations, de l'outillage et des moyens en adéquation avec l'objet de l'intervention.

Le représentant de la DID devra pouvoir joindre à tout moment le service d'astreinte du Titulaire.

Le technicien d'astreinte devra rédiger un compte-rendu après son intervention. Ce compte-rendu sera validé et signé par le Titulaire et remis le lendemain matin aux responsables du suivi du contrat de la DID.

Cette astreinte est financée au titre de la maintenance annuelle forfaitaire.

Le non-respect cette clause entrainera des pénalités au titulaire.

I.4. Assistance au Maître d'Ouvrage

Le titulaire s'exécutera auprès du Pilote Processus Eau et (ou) le bureau de contrôle pour l'assistance des équipements nécessitant un contrôle périodique obligatoire.

Pour ce faire, le contrôleur technique le prévient 15 jours avant la date d'intervention. En cas d'empêchement, le contrôleur technique et le titulaire de maintenance conviennent d'une nouvelle date d'intervention.

Cette assistance comprend notamment l'indication du cheminement, et la mise en place des éléments d'accès aux différentes parties de l'installation (échelle par exemple).

Cette prestation s'effectue lors des visites obligatoires légales effectuées selon une fréquence prédéterminée.

L'accompagnement des opérations réglementaires (visite périodique, ...) sont incluses dans le forfait.

I.5. Maintenance préventive

Généralités - Rappel

La maintenance préventive est effectuée selon les fréquences d'intervention identifiée dans la gamme de maintenance se référer à l'annexe 2 du présent CCTP.

Les opérations et les périodicités de maintenance décrites sont à considérer comme un programme de maintenance préventif **minimum et contractuel**. Ce programme ne serait en aucun cas être considéré comme exhaustif et/ou limitatif. Le titulaire réalisera l'ensemble des opérations de maintenance nécessaires à la parfaite conservation des installations dont il a la charge.

Le titulaire pourra proposer à la DID de Fort de France des actions préventives complémentaires qu'il juge nécessaire. Le prestataire conserve l'entière responsabilité de la politique de maintenance. Il doit mettre en œuvre les opérations de maintenance préventive de manière à respecter ses obligations de résultats, limiter les interventions de maintenance et se conformer à la réglementation en vigueur.

Il lui appartient :

- D'adapter ces gammes aux exigences spécifiques des installations (équipements spécifiques, conditions d'exploitation particulières...) pour garantir les objectifs de résultats,
- D'améliorer ces gammes au cours de l'exploitation du site en tenant compte de l'expérience acquise,
- De compléter les gammes par les données des constructeurs,

- De mettre à disposition du responsable de la DID, pour validation, les gammes ainsi modifiées, en explicitant les évolutions par rapport aux gammes types.

Le prestataire peut s'appuyer sur les notices techniques des différents constructeurs, notamment lorsque les tâches sont liées à la durée de fonctionnement des équipements et à une fréquence d'essai préconisée par le constructeur.

Maintenance préventive systématique

Objectifs - Rappel :

La maintenance préventive systématique permet :

- D'éviter la détérioration d'un organe principal, par le remplacement d'un sous composant,
- De diminuer les risques d'avaries ainsi que les coûts résultant de l'indisponibilité de l'équipement,
- D'accroître la sécurité des biens et des personnes,
- D'effectuer dans des conditions idéales des tâches préparées à l'avance et donc de gagner du temps.

Programmation :

Un calendrier annuel par section technique sera établi par le prestataire:

- La nature de l'intervention,
- L'heure, le jour de la visite ou de la prestation,
- Sa durée prévisible,
- Les locaux et/ou les équipements concernés,
- Les contraintes éventuelles (immobilisation des équipements),
- Le personnel intervenant

Les dates d'arrêt pour la maintenance préventive sont validées par ordre de services par le correspondant SID après validation par l'organisme considéré. Le titulaire aura **l'obligation** de confirmer son intervention 15 jours avant la date de celle-ci sous peine de pénalité identifiée dans le CCAP. Il procède systématiquement à l'envoi d'un avis de passage

Si l'une des deux parties désire déplacer une période de maintenance, elle en informe l'autre au moins 15 jours avant la date prévue.

En cas de modification du calendrier, le prestataire devra justifier de sa modification au responsable de la cellule contrat.

Dans le cas d'une modification inopinée imputable à l'administration, le titulaire devra replanifier sa maintenance courant le mois. Cette prestation est inscrite au BPU.

Maintenance préventive conditionnelle

Objectifs - Rappel :

La maintenance préventive conditionnelle est une maintenance préventive subordonnée à un type d'événements prédéterminés révélateurs de l'état de dégradation d'un bien. Elle permet de programmer en fonction de certains indicateurs (témoins d'usure, temps de fonctionnement, autodiagnostic,) le remplacement d'éléments composant un équipement en limitant ainsi les coûts en temps et en pièces ainsi que les pertes de production dues aux arrêts des installations.

Programmation :

Au cours de visites programmées définies ci-avant et chaque fois que cela s'avère nécessaire (notamment à la suite des opérations de réglage et d'enregistrement), le prestataire procède aux actions préventives rendues utiles par la situation. Le prestataire juge alors de l'opportunité de déclencher des interventions conditionnelles.

Des interventions peuvent également être lancées après des visites faites par le responsable de la DID.

En fonction de l'urgence et des éventuels délais de commande, les interventions sont soit :

- Exécutées immédiatement,
- Planifiées en accord avec le responsable de la DID de lors des réunions périodiques au cours desquelles les modalités d'interventions sont arrêtées.

Le prestataire procède systématiquement à l'envoi d'un avis de passage au minimum 15 jours avant la date d'intervention programmée.

I.6. Opérations de maintenance corrective

A- Programmation

Les opérations de maintenance corrective sont réalisées :

- À la suite d'une défaillance, d'une dégradation ou d'une réclamation constatée par le prestataire ou la DID.
- À la demande du responsable de la DID qui précise le degré d'urgence d'intervention souhaité.
- Sur l'initiative du prestataire dans un cadre de maintenance préventive, de prestations de surveillance ou à la suite d'anomalies constatées en astreinte.

Dans le cas où la sécurité des personnes, des biens et de fonctionnement des installations serait en jeu, le prestataire prend les mesures d'urgence qui s'imposent et assure le dépannage.

Les réparations suivent les interventions d'urgence. Elles sont immédiates si elles conditionnent la remise en marche ou différées si le fonctionnement provisoire sans risque est possible.

B- Consistance des prestations

Le prestataire ne peut prétexter que l'origine de la défaillance est extérieure aux installations objet du présent contrat pour refuser d'intervenir. En cas de doute sur l'origine d'un défaut, le prestataire est chargé de définir les frontières de responsabilité. Il en rend compte responsable de la DID qui déclenchera le processus de correction en faisant intervenir l'organisme ou le prestataire incriminé.

Lors d'une visite de dépannage, le prestataire procédera au remplacement ou au réglage des éléments défectueux. Il procédera également à la vérification des autres éléments des ouvrages ou des installations afin de pourvoir aux problèmes éventuels et effectuera, préventivement, les opérations nécessaires à un fonctionnement durable des installations.

Toutefois et en aucun cas, un dépannage ne pourra tenir lieu de visite d'entretien normal programmée dans le cadre du programme de maintenance préventive. Les interventions de dépannages ne sont pas considérées comme des événements justifiant le report des actions de maintenance préventive.

C- Maintenance corrective incluse dans le forfait annuel (hors garantie)

Le prestataire devra assurer toutes les demandes d'interventions pour le dépannage de tous les équipements et installations dont il doit la maintenance corrective au titre du forfait annuel.

Sont dus au titre du forfait :

- Le diagnostic de la défaillance (détection, localisation, analyse) ;
- Les recherches de fuite non intrusives ;
- L'action corrective palliative immédiate (fonction requise totale ou marche dégradée) ;
- L'action corrective curative.
- Si le coût de la pièce nécessaire à la réparation est supérieur aux montants du forfait indiqués dans les chapitres suivants du CCTP, alors une commande spécifique sera faite par le responsable de la DID pour l'achat de la pièce.
- Un essai de fonctionnement.

Le forfait comprend toutes les pièces et consommables d'un montant cumulé inférieur ou égal à la franchise définie dans le poste concerné.

La durée d'intervention sera décomptée dans le temps d'indisponibilité de l'installation concernée.
Les travaux feront l'objet d'un rapport écrit et l'inscription sur le registre d'exploitation.

1.7. Dépannage

Dans l'intervalle séparant les visites systématiques de maintenance préventive, le titulaire doit répondre à toute demande de l'administration afin de remédier à tout dérangement signalé.

Le titulaire devra fournir l'adresse email, le numéro téléphonique et de télécopie de son service de dépannage. Ce service devra être accessible 7 jours sur 7.

Uniquement à l'initiative de la DID, les demandes d'intervention de dépannage et de remise en état de matériels à la suite de défaillances constatées seront adressées :

- ♦ Par téléphone au titulaire puis confirmées par mail (ou fax) pendant les heures ouvrables ;
- Par téléphone et confirmées par mail le jour ouvrable suivant pendant les heures non-ouvrables :

Dès la réception de l'appel téléphonique, le titulaire ou la personne d'astreinte prendra toutes dispositions pour intervenir dans les délais précisés au paragraphe V.3.B.

Si une réparation immédiate de l'installation n'est pas possible, le titulaire prend les dispositions pour sécuriser l'installation. Il valide avec la personne publique les dispositions nécessaires pour pallier à la défaillance.

L'heure de réception de la demande d'intervention est le point de départ de tous les délais concernant les interventions correctives.

Délai d'intervention

Le titulaire devra confirmer son intervention pour dépannage par appel téléphonique dans un délai maximum de **24 heure** :

- Pendant les heures ouvrables à l'antenne concernée par le périmètre géographique ;
- Pendant les heures non-ouvrables au cadre d'astreinte.

Modalités de déclenchement des interventions de dépannage

Les interventions de dépannages sont déclenchées après réception d'un appel téléphonique se présentant sous forme :

- D'un simple appel téléphonique émis par le personnel d'astreinte de la DID de Fort de France
- D'un simple appel téléphonique émis par le responsable de la DID et confirmé par télécopie ou mail.

Les agents responsables du site seront dûment désignés au cours de la période de préparation.

Le prestataire devra communiquer un numéro d'appel disponible 365 jours par an, 24h/24h.

Décompte des délais d'interventions

L'appel téléphonique qui déclenche l'intervention sert de point de départ du décompte des délais.

Le délai s'achève au moment où les performances de l'équipement sont rétablies.

Nota :

Si le prestataire ne peut pas intervenir dans les délais mentionnés ci-dessus, celui-ci doit en informer téléphoniquement et par écrit le personnel d'astreinte de la DID et le responsable de la DID, en indiquant les raisons et les causes du dépassement.

Si une réparation même provisoire ne peut être réalisée faute de pièce ou de matériel le délai d'intervention sera prolongé du délai d'approvisionnement en concertation avec le représentant de la personne publique.

I.8. Temps maximum d'indisponibilité du matériel

La durée des interventions de maintenance doit être aussi réduite que possible. Elles sont effectuées de manière à entraîner le minimum de gêne dans le fonctionnement des installations.

La durée d'indisponibilité de tout ou partie de l'installation, s'entend à partir de l'heure d'appel téléphonique (ou du mail) provenant du service de la DID vers le centre d'appel de dépannage y compris le trajet et le temps d'intervention d'un technicien sur site.

Le titulaire doit se conformer aux délais indiqués dans le tableau suivant :

Criticité	Intervention	Réparation	Astreinte	Indisponibilité de tout ou partie de l'installation,
PO (Vital)	Sous un délai maximal de 4 heures	Sous un délai de 4 heures	7 jours/7 jours 24 heures/24 heures 365 jours / an	24 heures
P1 - important	24 h	24h	7 jours/7 jours 24 heures/24 heures 365 jours / an	48 heures
P2 normal	Intervention et réparation sous un délai d'une semaine (délai global)		7 jours/7 jours 24 heures/24 heures 365 jours / an	15 jours
P3 Equipement non opérationnel	le délai d'intervention se fera selon l'état d'urgence après analyse faite par la DID, un mail ou un ordre service sera envoyé à la société avec les délais de début et de fin d'exécution			

Lorsque le titulaire prévoit que la durée d'indisponibilité réelle va dépasser les heures, il en informe par téléphone puis confirme par écrit obligatoirement le représentant de la Direction d'Infrastructure de la Défense et définit avec lui, si nécessaire, les moyens à mettre en œuvre pendant cette carence.

Si la clause d'indisponibilité n'était pas respectée et qu'aucune explication justifiée n'avait été donnée au responsable de la DID, le titulaire se verrait appliquer des pénalités conformément au CCAP.

I.9. Suivi hebdomadaire de l'état de fonctionnement

Une attention particulière sera réalisée sur l'ensemble des équipements technico-opérationnels classés criticité P0 identifiés au « DG- Annexe 01-liste et criticité des bâtiments ».

Pour le suivi des astreintes, il est demandé au titulaire de fournir sous un format similaire que la liste des bâtiments critique un rapport hebdomadaire **chaque jeudi avant 17h00** de l'état de fonctionnement des équipements essentiels au responsable de la cellule contrat.

	OPERATIONNEL
	FONCTIONNEMENT DEGRADE
	HORS SERVICE

II. SECTION TECHNIQUE 01 : AEP/INCENDIE

II.1. Périmètre des interventions

Périmètre des interventions :

Le titulaire a la responsabilité des réseaux d'adduction d'eau potable depuis les compteurs implantés à l'entrée des quartiers (hors compteurs) jusqu'à la vanne principale d'arrêt des bâtiments (intérieure ou extérieure) du bâtiment). Les réseaux intérieurs après la vanne principal d'arrêt des bâtiments sont pris en charge par la section technique PSA.

Le périmètre technique des interventions à réaliser au titre du présent domaine est constitué comme suit :

- Stockage et traitement de l'eau potable (réservoirs de stockage) : vidange, nettoyage, désinfection,
- Réseaux extérieurs d'adduction d'eau potable :
 - Canalisations,
 - Vannes d'isolement,
 - Vannes de coupures,
 - Vannes d'arrêt des bâtiments,
 - Disconnecteurs tous les diamètres confondus, clapets anti-retours,
 - Surpresseurs,
 - Traitements,
 - Compteurs,
 - Réseaux incendie :
 - Poteaux incendie,
 - Bouches d'incendie,
 - RIA,
 - Surpresseurs incendie,
 - Les stations de pompage eau de mer incendie,
 - Le contrôle des armoires électriques relatives aux matériels techniques par une société agréée au moins une fois par an pour la vérification des installations électriques conformément à l'article R-4226-16 du code du travail.

II.2. Opérations d'exploitation et de maintenance préventive

Conduite et surveillance

La conduite des installations a pour but d'assurer la mise service et la surveillance des équipements qui seront en état de bon fonctionnement pour assurer la continuité de distribution de l'aduction d'eau potable.

Les visites d'inspection permettent de prendre en compte "de visu" les alarmes ou défauts de fonctionnement ou d'aspect des équipements dont la maintenance est du ressort du prestataire.

La conduite et la surveillance des installations regroupent à minima, les prestations suivantes :

- La prise en compte des demandes d'intervention,
- La réponse aux demandes de la DID,
- La mise en service, l'arrêt, des équipements devant être en/hors fonctionnement,
- Le contrôle régulier du fonctionnement normal des installations,
- Le suivi des indicateurs de conduite,
- Le relevé des comptages,

- Les manipulations périodiques de vannes nécessaires à la garantie de bon fonctionnement,
- Les purges, les vidanges et les appoints des réseaux,
- La prise en charge des opérations de première urgence,
- Les consignations d'installations pour les interventions de maintenance,
- Les campagnes de mesures, de relevés et d'analyses,
- Le contrôle du bon fonctionnement des équipements critiques,
- La fourniture et la mise en œuvre des produits de traitements,
- Les mesures de pression en différents points du réseau,
- La vérification qu'aucun matériau ou installation dont le prestataire à la charge, ne puisse causer un danger pour un tiers.

A l'occasion de ses interventions, le prestataire est tenu de signaler immédiatement, par écrit (mail, courrier, etc...), au responsable de la DID :

- Toute anomalie constatée relevant de la sécurité,
- Toute non-conformité des matériels ou équipements à la réglementation en vigueur,
- Toute avarie grave ou incident entraînant l'indisponibilité des installations.

Prestations à réaliser au titre de l'entretien

Le titulaire du marché devra :

- L'entretien et le nettoyage de tous les appareils, des installations et des locaux dans lesquels ils sont installés,
- Le contrôle visuel au minimum une fois par mois de l'installation de traitement,
- Le relevé mensuel des compteurs,
- L'entretien de l'ensemble des installations électriques (armoire de commande...),
- La protection des installations contre les effets atmosphériques,
- La tenue contradictoirement d'un carnet sanitaire mentionnant l'ensemble des prestations et analyses de type D1 pour l'ensemble des sites dans la mesure du possible.

Prestations à réaliser au titre de la conduite des installations

Le titulaire du marché devra :

- Le pompage et le traitement d'eau permettant d'assurer un service continu de l'alimentation en eau, 24 heures/24, 365 jours par an.
- La main d'œuvre, de l'outillage et des ingrédients nécessaires à cette mise en œuvre.
- Le traitement de l'eau potable suivant les normes en vigueur.

Prestations à réaliser au titre de la distribution d'eau potable des équipements de stockage d'eau

Le titulaire du marché :

- Sera responsable de la qualité de l'eau livrée à partir des réservoirs de mise en charge, laquelle doit répondre aux normes en vigueur,
- Devra assurer à ses frais la fourniture des produits ou matériels nécessaires au traitement de l'eau (lampes UV, pompe à chlore...),
- Devra prendre à sa charge l'ensemble des dispositifs nécessaires à la supervision des installations pour assurer la conduite et surveillance des installations.

Prestations de curage et de nettoyage des réservoirs au Novembre-Décembre de l'année N

Le titulaire devra le nettoyage des réservoirs d'eau selon les modalités du **guide ASTEE** et la gamme de maintenance définie dans « CCTP01-Annexe gamme ».

Sera compris :

- Vidange des réservoirs,
- Désinfection des réservoirs (parois et du fond),

- Remplissage des réservoirs,
- Vérification du taux de chlore et complément si besoin,

A l'issue, le prestataire devra fournir :

- Les Bordereaux de Suivi de Déchets Industriels,
- Un certificat de désinfection des réservoirs,
- L'analyse de type D1 de l'eau après nettoyage des réservoirs
- La fourniture du rapport d'inspection (indiquant les éventuels travaux à réaliser).

Ces opérations seront réalisées 1 fois par an.

II.3. Procédure mode cyclonique

Le titulaire devra prendre en compte la procédure complète du mode cyclonique pour les deux réservoirs en fonction des caractéristiques des installations.

Et proposera des prestations d'amélioration de l'installation pour respecter le temps de séjour du stockage de l'eau dans les réservoirs.

La procédure cyclonique est une étape importante instaurée au sein des FAA. Le titulaire devra réaliser sur ordre de la DID-FdF les contrôles sur chaque réservoir.

CARACTERISTIQUE DES INSTALLATIONS

Les réservoirs concerné pour cette procédure concerne :

a. Le Morne DESAIX

Mode de fonctionnement	Seuil bas (m)	Seuil haut (m)	Volume de stockage (m3)
Cyclonique	3.6	3.9	650
Maximum		5	860

b. Le Fort Saint-Louis

Mode de fonctionnement	Seuil bas (m)	Seuil haut (m)	Volume de stockage (m3)
Normal	A définir	A définir	100
Cyclonique	A définir	A définir	280
Maximum		A définir	290

PROCEDURE DE VIDANGE DES RESERVOIRS AU MOIS DE NOVEMBRE-DECEMBRE DE L'ANNEE N

Le titulaire devra réaliser le remplissage des réservoirs et le taux de chloration référencé dans les normes. Et à compter de l'ordre de la DID-FdF mettra les moyens nécessaires afin de procéder :

1. Remplissage du réservoir en mode cyclonique
2. Basculement des sites en mode cyclonique (coupure de l'alimentation générale fournisseur)
3. Basculement en mode normale

Prestation incluse dans le prix forfaitaire annuel.

II.4. Compte rendu à la DID

A- Suivi de l'état d'avancement du planning de la maintenance préventive

Le service fait de la maintenance préventive réalisée se fera mensuellement. Le titulaire aura l'obligation de fournir 1 semaine avant la fin du mois un état d'avancement détaillé des équipements qu'il aura maintenu durant ce mois.

Celui-ci précisera :

- La nature de l'intervention,
- La date d'intervention ;
- Le lieux d'intervention par (site, bâtiment et locaux),
- Le nombre d'équipements réalisés par bâtiment,
- L'état de fonctionnement de l'équipement.

B- Compte rendu minimum d'intervention maintenance préventive

Après chaque intervention, le titulaire doit :

- Le renseignement du registre sur site à l'issu ;
- La transmission de la fiche d'intervention dans un délai de 72 heures maximum par installation.

Le fichier devra être nommée de la manière suivante :

« Année d'intervention –mois d'intervention – l'immeuble - numéro du bâtiment ou de l'équipement - état de fonctionnement de l'équipement »

Exemple :

2025-10-FMD-0402-HS.

III. SECTION TECHNIQUE 02 : ASSAINISSEMENT

III.1. Le périmètre technique des interventions à réaliser au titre du présent domaine est constitué comme suit :

L'ensemble des réseaux d'assainissement : branchements, regards de branchement, culottes de branchement, canalisations, regards à grille, regards de visite, collecteurs des eaux usées et eaux pluviales.

- Les stations de relevage d'eaux usées,
- Les stations d'épuration, de stockage et de traitement (compris chambre de réception et réservoirs de stockage).
- Les bacs à graisses.
- Les fosses septiques.
- Les analyses de rejet des eaux usées et eaux pluviales ;
- Le contrôle technique tous les 2 ans par un bureau contrôle agréer ;
- Le contrôle des armoires électriques relatives aux matériels techniques par une société agréée au moins une fois par an pour la vérification des installations électriques conformément à l'article R-4226-16 du code du travail.

Stations d'épuration :

- Interventions mensuel sur les stations d'épuration
- Auto surveillance
- Stockage des refus de dégrillage et boues
- Transport et élimination des déchets

Le prestataire :

- Sera responsable de la qualité des rejets, laquelle doit répondre aux normes et règlements en vigueur,
- Devra assurer dans le cadre du forfait, la fourniture des produits ou matériels nécessaires aux exigences épuratoires portant sur le respect des concentrations et rendements minimaux des paramètres suivants : DBO5 ; DCO ; DBS
- Le Prestataire devra se conformer à l'Arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et
- aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif
- recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 (NOR : DEVL1429608A) (JO, 19 août 2015).

Sont exclus du présent marché :

Les fournitures des fluides, d'énergie et de combustibles nécessaires à la bonne marche des installations.

III.2. Liste des immeubles faisant l'objet l'exploitation et la maintenance préventive et corrective de stations d'épuration (STEU)

Localisation des stations d'épuration

LE LAMENTIN (972) – Quartier Pôle Aérien Etatique (PAE) :

- Immeuble n° 972213800 M
- Adresse : 97261 Fort De France CEDEX

FORT DE FRANCE (972) – Immeuble DIDIER :

<i>Ce document est la propriété de la DID de Fort de France ; il ne peut être communiqué ou reproduit sans son autorisation écrite</i>
--

· Immeuble n° 972209513 P

III.3. Réglementation de voirie

Le Prestataire devra la mise en place de la signalisation des prestations de maintenance conformément à la réglementation en vigueur en vue d'assurer la sécurité du chantier et fournir les panneaux destinés à la signalisation d'approche et à la signalisation de position.

Si l'intervention sur les voies de circulation a pour conséquence de modifier la circulation automobile, il devra demander à la DID de procéder à la création d'un arrêté de circulation lui permettant d'entreprendre les travaux.

Par ailleurs, les véhicules devront être équipés de dispositifs de signalisation réglementaires en parfait état de fonctionnement. A défaut de satisfaire à cette obligation, tout véhicule sera renvoyé vers l'entreprise et son déplacement ne pourra être facturé au maître d'ouvrage.

III.4. Opérations d'exploitation et de maintenance préventive

Conduite et surveillance

La conduite des installations a pour but d'assurer la mise service et la surveillance des équipements devant être en fonctionnement pour assurer la continuité des process.

Les visites d'inspection permettent de prendre en compte "de visu" les alarmes ou défauts de fonctionnement ou d'aspect des équipements dont la maintenance est du ressort du prestataire.

La conduite et la surveillance des installations regroupent à minima, les prestations suivantes :

- La prise en compte des demandes d'intervention,

La réponse aux demandes de la DID,

- La mise en service, l'arrêt, des équipements devant être en/hors fonctionnement,
- Le contrôle régulier du fonctionnement normal des installations,
- Le suivi des indicateurs de conduite,
- Le relevé des déchets évacués,
- Les manipulations périodiques de vannes nécessaires à la garantie de bon fonctionnement,
- Les purges, les vidanges et les appoints des réseaux,
- La prise en charge des opérations de première urgence,
- Les consignations d'installations pour les interventions de maintenance,
- Les campagnes de mesures, de relevés et d'analyses,
- Le contrôle du bon fonctionnement des équipements critiques,
- La fourniture et la mise en oeuvre des produits de traitements,
- La vérification qu'aucun matériau ou installation dont le prestataire à la charge, ne puisse causer un danger pour un tiers.

A l'occasion de ses interventions, le prestataire est tenu de signaler immédiatement, par écrit (mail,

Fax, etc...), au responsable de la DID :

- Toute anomalie constatée relevant de la sécurité,
- Toute non-conformité des matériels ou équipements à la réglementation en vigueur,
- Toute avarie grave ou incident entraînant l'indisponibilité des installations.

III.5. Prestations à réaliser au titre des stations d'épuration

Le Prestataire du marché :

Ce document est la propriété de la DID de Fort de France ; il ne peut être communiqué ou reproduit sans son autorisation écrite

- Devra respecter aux réglementations en vigueur à la notification du présent contrat
- Sera responsable de la qualité des rejets des eaux traitées, lesquelles doivent conformes aux textes en vigueur
- Devra assurer à ses frais la fourniture des produits ou matériels nécessaires au traitement des eaux usées

A- Interventions – STEU

Le titulaire interviendra, à raison d'un passage par mois pour :

- L'entretien général des ouvrages (pompes de relevage, vannes, fosses septiques, bacs à graisse, débourbeurs, tableaux commandes,...etc),
- Le dégrillage manuel, le soutirage des graisses et des sables,
- Les relevés des compteurs de fonctionnement des équipements,
- Le réglage des appareils (aération, recirculation, prétraitement),
- Les tests in situ pour vérifier le bon fonctionnement du traitement biologique (test NH₄, NO₃, décantation,
- disque de Secchi, prélèvement pour pesée et détermination du taux de MVS dans le bassin),
- L'extraction des boues en excès dans des bacs plastiques étanches,
- L'encadrement des éventuels intervenants extérieurs.

Nota :

A l'occasion de ses interventions, le prestataire est tenu de signaler **sous 24 heures**, par écrit (annexe 2) au responsable méthode de la DID :

- Toute anomalie constatée relevant de la sécurité,
- Toute non-conformité suivant la réglementation en vigueur,
- Toute avarie grave ou incident entraînant l'indisponibilité des installations.

B- Auto surveillance – STEU

Réalisation d'une campagne de surveillance par an, avec :

- Étalonnage des appareils de mesure,
- Installation des préleveurs échantillonneurs accomplis sur l'effluent entrant et sur le rejet.
- Réalisation des analyses en laboratoire accrédité COFRAC.
- Mesures des concentrations : pH ; MES ; DBO 5 ; DCO ; NTK ; NH₄⁺ ; NO₂⁻ ; NO₃⁺ ; Pt

A l'issue d'une campagne de surveillance, le Prestataire fournira un bilan d'activité, contenant notamment une analyse de la conformité des installations, les faits marquants sur la période, etc...

Au terme du présent contrat, le Prestataire remettra un rapport d'exploitation, reprenant les bilans d'activité, les pistes d'amélioration, etc...

Conformément à l'arrêté du 21 juillet 2015, le titulaire devra mettre en place et assurer la tenue ainsi que la mise à jour d'un cahier de vie, compartimenté en trois sections :

- Section description, exploitation, et gestion du système d'assainissement,
- Section organisation de la surveillance du système d'assainissement,
- Section suivi du système d'assainissement.

Et

- Bilan de fonctionnement du système d'assainissement.

C- Stockage des refus de dégrillage et flottants – STEU

Les refus de dégrillage pourront être stockés dans des sacs plastiques étanches et traités par la filière de traitement des déchets du titulaire.

Les déchets en aucun cas ne seront stockés sur le site.

Ces prestations sont dues au titre du forfait.

D- Evacuations et traitement des graisses - STEU

Le Prestataire procèdera au pompage, transport et traitement des graisses vers un centre de traitement agréé. Dans le cadre du forfait annuel, il sera pris en compte l'évacuation de graisses par station, à raison de 2 pompages par an.

Au-delà de ce volume, la prestation sera exécutée sur Bordereau de Prix (BPU). Le Prestataire établira un devis respectant le bordereau de prix de l'Acte d'Engagement.

E- Production des boues – STUE

PAE

La filière de traitement est composée de deux lits de séchage.

Les boues produites y sont déshydratées avant évacuation en décharge.

DIDIER

Les boues secondaires extraites des décanteurs lamellaires (environ 4,5 MS) sont renvoyées dans la fosse de prétraitement où elles se mêlent aux matières brutes pour être minéralisées. Le volume quotidien de boues est 24L/jour. Le stockage de prétraitement est de 90 jours.

Consommables : Le Prestataire s'engage à livrer, sur les sites, tous les consommables nécessaires à l'activité des stations d'épuration.

III.6. Prestations à réaliser au titre des vidanges des fosses septiques et des bacs à graisse

Dans le cadre du forfait annuel, il sera pris en compte l'évacuation :

- De 75% de la vidange par fosses septiques la première année du contrat.
- De 100% de la vidange par bac à graisse tous les 6 mois. La 1ère visite sera faite au plus tard 4 mois après la date de notification du contrat.

III.7. Analyses de rejet

Des analyses sur les rejets des stations de traitement des eaux usées seront réalisées au titre de la maintenance.

Les paramètres des eaux usées pour les STEU : DCO, DBO5, MES, Pt, NH4, NO3, NO2, pH, température, alcalinité.

III.8. Compte rendu à la DID

A- Suivi de l'état d'avancement du planning de la maintenance préventive

Le service fait de la maintenance préventive réalisée se fera mensuellement. Le titulaire aura l'obligation de fournir 1 semaine avant la fin du

mois un état d'avancement détaillé des équipements qu'il aura maintenu durant ce mois.

Celui-ci précisera :

Ce document est la propriété de la DID de Fort de France ; il ne peut être communiqué ou reproduit sans son autorisation écrite

- La nature de l'intervention,
- La date d'intervention ;
- Le lieux d'intervention par (site, bâtiment et locaux),
- Le nombre d'équipements réalisés par bâtiment,
- L'état de fonctionnement de l'équipement.

B- Compte rendu minimum par intervention de maintenance préventive

Après chaque intervention, le titulaire doit :

- Le renseignement du registre sur site à l'issu ;
- La transmission de la fiche d'intervention sera transmise dans un délai de 72 heures.

Le fichier devra être nommée de la manière suivante :

« Année d'intervention –mois d'intervention – l'immeuble - numéro du bâtiment ou de l'équipement - état de fonctionnement de l'équipement »

Exemple :

2025-10-FMD-0402-HS.

C- Compte rendu périodique

Une fois par an, à l'issue de la maintenance préventive, le Prestataire remettra au Représentant de la DID :

- L'inventaire à jour des matériels en place,
- La liste des informations saisies dans le carnet d'entretien,
- La date, la durée et la nature des interventions,
- Le nombre de pannes, d'interventions,
- Le nombre de dégagement de personnes bloquées en cabines,
- La liste des appareils ayant dépassé 5 pannes par an (hors vandalisme),
- La durée, et le taux moyen d'indisponibilité,
- Le temps moyen entre deux interventions,
- Les informations générales relatives à la sécurité et aux dégradations éventuelles,
- Les propositions d'améliorations,
- Le coût annuel de maintenance du parc,
- L'état des installations au regard de la réglementation,
- Une synthèse consolidée des observations constatées sur le parc des appareils,

III.9. Déchets

En complément de l'article de référence de la disposition générale du CCTP, le Prestataire devra respecter la réglementation en vigueur concernant :

- Toutes les matières issues de curage ou de pompage devront être immédiatement évacuées et éliminées conformément à la Législation et à la Réglementation en vigueur.
- **Les bons de destruction de ces matières, initialisé par le Prestataire et dûment renseigné, sera remis au représentant de la personne publique avec la facture afférente aux opérations de curage ou de pompage dont sont issues lesdites matières.**
- **Les bons de destruction de ces matières, initialisé par le Prestataire et dûment renseigné, sera remis au représentant de la personne publique avec la facture afférente aux opérations de curage ou de pompage dont sont issues lesdites matières.**

Ce document est la propriété de la DID de Fort de France ; il ne peut être communiqué ou reproduit sans son autorisation écrite

Après exécution des travaux, les réseaux et ouvrages ne devront plus comporter de dépôt.
Aucun stockage, même provisoire de matières issues de curage ou de pompage et de déchets ne pourra être effectué sur le domaine public.

IV. SECTION TECHNIQUE 03 : PLOMBERIE SANITAIRE

IV.1. Périmètre

Le titulaire a la responsabilité des réseaux de plomberie sanitaire :

- Pour l'adduction :
 - Tous bâtiments hors logements domaniaux : Depuis les vannes d'isolement (comprise) de chaque bâtiment jusqu'au point de puisage
 - Tous bâtiments hors logements domaniaux : Depuis les capteurs solaires de bâtiments équipés jusqu'au point de puisage
 - Tous logements domaniaux avec **ECS solaire collectif** : Depuis les capteurs solaires de bâtiments équipés jusqu'aux vannes d'isolement y compris le ballon d'ECS.
- Pour l'assainissement, de l'ensemble des points de collecte :
 - Jusqu'aux dispositifs d'épandage (non compris) en cas d'assainissement individuel ;
 - Jusqu'au déversement dans le réseau d'assainissement en cas de réseau collectif

IV.2. Périmètre des prestations associés à chaque équipement

Le périmètre technique des interventions à réaliser au titre du présent domaine technique, les bâtiments tertiaire y compris les parties communes des **logements domaniaux**.

Est constitué comme suit :

Installation sanitaire :

- Ensemble des réseaux comprenant tuyauteries, limiteurs de pression, filtres, clapets anti-retour, anti-bélier, vannes y compris celle au pied du bâtiment
- Compteurs des bâtiments, si existant, ou sur système de production ECS solaire, y compris sondes de régulation,
- Equipements sanitaires (lavabos, cuvettes, vasques, douches, baignoires, robinets, mitigeurs, siphon, ...)
- Equipements industriels (points de puisage, équipements de cuisine...)

ECS y compris les systèmes de production d'eau chaude solaire, comprenant :

- Capteurs solaires, y compris purgeur,
- Automate,
- Régulateurs solaires,
- Pompes de charge,
- Echangeur de chaleur,
- Mitigeurs thermostatiques,
- Ballons solaires,
- Circulations d'eau chaude,
- Dispositifs de maintien en température,
- Compteurs calorifiques,
- Chauffe-eaux électriques, seuls ou associé à une production solaire, si non localisé dans un logement domaniaux,
- Calorifugeages,
- Thermostats...

Assainissement :

- Ensemble des réseaux d'évacuation intérieurs jusqu'aux regards de pied de bâtiment
- Equipements sanitaires (WC y compris plomberie de chasse, urinoirs, siphons...)

Le titulaire assure sous sa responsabilité les prestations suivantes :

- La surveillance des installations (notamment la température et les analyses d'eaux), les rondes, la conduite, les mises en marche et arrêts, les purges, l'optimisation du fonctionnement, les essais et les contrôles de sécurité et de performance.
- La maintenance préventive systématique et programmable, les essais, réglages et manœuvres de vérification courante et réglementaires de bon fonctionnement.
- La maintenance préventive conditionnelle et corrective, l'astreinte de dépannage pour urgence et toutes mesures conservatoires (compris fuites diverses), la réparation.
- La gestion de la maintenance
- La tenue des documents réglementaires et contractuels y compris le carnet sanitaire (1 par installation, c'est-à-dire pour chaque production d'eau chaude sanitaire (ECS) et les distributions d'eau froide sanitaire (EFS) et ECS associées).
- L'établissement des rapports et comptes rendus.
- La coordination, le suivi, le contrôle et l'optimisation des interventions de ses agents, des sous-traitants et la gestion des personnels concernés.

IV.3. Opérations d'exploitation et de maintenance préventive

La surveillance des installations

Température de l'eau chaude sanitaire

Le titulaire s'engage à maintenir la température en sortie de production a minima à 60°C. De plus, il réalisera autant que nécessaire des mesures de température selon le type d'établissement conformément à l'arrêté du 1er février 2010. Par ailleurs, les mesures de température sur chaque boucle ECS équipée de sondes de mesure du site concerné, seront effectuées et archivées pour vérifier le bon fonctionnement de la boucle thermo hydraulique de l'installation. Des mesures de température seront réalisées une fois par an.

Dans le cas où les opérations effectuées ne permettraient pas d'obtenir des températures supérieures à 50°C sur l'ensemble des boucles ECS. Le titulaire doit proposer une remise en confirmant de l'installation.

Cette prestation est incluse dans le Prix forfaitaires annuels annuel de ce contrat.

Contrôles réglementaires - Légionellose

Assistance à l'organisme agréé et la fourniture de l'ensemble des pièces nécessaire à la réalisation du contrôle réglementaire annuel pour les installations.

L'équipe intervenante sera composée obligatoirement de techniciens spécialisés et habilités en fonction du type d'intervention. Ce personnel devra se présenter au responsable du contrat de maintenance avant toute intervention sur les installations pour prendre connaissance des dernières directives.

Le titulaire devra effectuer toutes les opérations nécessaires (maintenances, contrôles, prélèvement des eaux ECS) pour tenir en conformité et en parfait état les équipements objets du présent marché.

En cas de contrôle positif, à la demande de l'antenne concerné par le périmètre géographique, le titulaire aura **48h maximum** à partir de la demande, pour effectuer à ses frais la désinfection du ballon eau chaude sanitaire et du réseau.

Selon le taux de légionellose découvert dans l'eau, la société doit réaliser le traitement adapté. (un choc thermique, un choc chimique,...).

Conduite et surveillance

La conduite des installations a pour but d'assurer la mise service et la surveillance des équipements en fonctionnement.

A ce titre, l'entreprise devra effectuer les prestations définies dans **la gamme de maintenance annexe 2**, et celles non explicitement décrites qu'elle jugera utiles pour assurer le bon fonctionnement des installations à entretenir.

Les opérations de maintenance consisteront à fiabiliser :

- Le bon fonctionnement des équipements électriques (automate, horloge, moteurs, accouplements, disjoncteurs, relais, etc...)
- Le bon fonctionnement des équipements hydrauliques (pompes, vannes, manomètre, clapet, filtre, presse-étoupes, etc...)
- Le maintien des installations par un entretien plus général (lubrifications, vidange, nettoyage des installations et du local, mise en peinture des réseaux)

L'entreprise interviendra selon la périodicité indiquée dans la gamme de maintenance, et plus souvent si elle le juge utile.

Le titulaire s'engage à suivre les dispositions des gammes de maintenance et à effectuer toutes les opérations de vérification nécessaires au bon fonctionnement de ces appareils.

Tous les petits travaux nécessaires à la maintenance des installations, qui comprendront les resserrages, dégrappages, graissages, lubrifications, etc. seront à l'initiative du titulaire et compris dans le Prix forfaitaires annuel du marché.

Le titulaire est tenu responsable de tout incident technique survenant lors d'une opération de maintenance préventive. Dans ce cas, il devra remettre en état de fonctionnement et à sa charge toutes dégradations occasionnées.

Prestations à réaliser au titre de la conduite et la surveillance

La conduite et la surveillance des installations regroupent à minima, les prestations suivantes :

- La prise en compte des demandes d'intervention,
- la réponse aux demandes de la DID,
- La mise en service, l'arrêt, des équipements devant être en/hors fonctionnement,
- Le suivi des indicateurs de conduite,
- Les manipulations périodiques de vannes nécessaires à la garantie de bon fonctionnement,
- Les purges, les vidanges et les appoints des réseaux,
- La prise en charge des opérations de première urgence,
- Les consignations d'installations pour les interventions de maintenance,
- Les campagnes de mesures, de relevés et d'analyses des ECS,
- Campagne de prélevent des eaux ECS Le contrôle du bon fonctionnement des équipements critiques,
- La vérification qu'aucun matériau ou installation dont le prestataire à la charge, ne puisse causer un danger pour un tiers.

A l'occasion de ses interventions, le prestataire est tenu de signaler immédiatement, par écrit (mail, courrier, ...), au responsable de la DID :

- Toute anomalie constatée relevant de la sécurité,
- Toute non-conformité des matériels ou équipements à la réglementation en vigueur,
- Toute avarie grave, ou incident entraînant l'indisponibilité des installations.

Prestations à réaliser au titre de l'entretien

Le titulaire du marché devra :

- Vérifier les points d'enclenchements et de déclenchement des thermostats, pressostats, etc.
- Vérifier l'étanchéité des circuits d'ECS
- La recherche de présence anormale d'eau dans les caniveaux accessibles.
- Le contrôle du dégazage permanent des installations, du bon fonctionnement des purgeurs automatiques.

- Vérifier l'étanchéité globale entre réseaux EFS et ECS
- L'équilibrage des circuits d'ECS
- L'entretien et le nettoyage des locaux,
- L'entretien de l'ensemble des installations électriques (armoire de commande...),
- La protection des installations contre les effets atmosphériques,
- La tenue contradictoirement avec le site d'un carnet sanitaire mentionnant l'ensemble des prestations et analyses effectuées,
- Le suivi de la légionellose

Prestations à réaliser au titre de la conduite des installations

Le titulaire du marché devra :

- La mise en œuvre et le service de tous les appareils constitutifs des installations de circulation et de traitement d'eau permettant d'assurer un service continu de l'alimentation en eau, 24 heures/24, 365 jours par an.
- La main d'œuvre, de l'outillage et des ingrédients nécessaires à cette mise en œuvre.
- Le traitement de l'eau potable suivant les normes en vigueur.

Cas particulier : le titulaire en coordination avec la section technique AEP/incendie, devra la mise à l'arrêt de l'ensemble des installations ECS avant le nettoyage des réservoirs d'eau du Fort Saint Louis, puis la remise en service à l'issue.

Prestations à réaliser au titre d'une maintenance corrective incluse dans le forfait annuel (hors garantie)

Le prestataire devra assurer toutes les demandes d'interventions pour le dépannage de tous les équipements et installations dont il doit la maintenance corrective au titre du forfait annuel.

Sont dus au titre du forfait :

- Le diagnostic de la défaillance (détection, localisation, analyse) ;
- Les recherches de fuite non intrusives ;
- L'action corrective palliative immédiate (fonction requise totale ou marche dégradée) ;
- L'action corrective curative.
- Si le coût de la pièce nécessaire à la réparation est supérieur aux montants de la franchise, alors une commande spécifique sera faite pour la prestation.
- Un essai de fonctionnement.

Le forfait comprend toutes les pièces et consommables d'un montant cumulé inférieur ou égal à la franchise définie dans le poste maintenance corrective.

IV.4. Compte rendu à la DID

En complément de l'article XIX.2 du DG, le titulaire devra effectuer les comptes rendus ci-dessous.

A- Suivi de l'état d'avancement du planning de la maintenance préventive

Le service fait de la maintenance préventive réalisée se fera mensuellement. Le titulaire aura l'obligation de fournir 1 semaine avant la fin du mois un état d'avancement détaillé des équipements qu'il aura maintenu durant ce mois.

Celui-ci précisera :

- La nature de l'intervention,

Ce document est la propriété de la DID de Fort de France ; il ne peut être communiqué ou reproduit sans son autorisation écrite

- La date d'intervention ;
- Le lieux d'intervention par (site, bâtiment et locaux),
- Le nombre d'équipements réalisés par bâtiment,
- L'état de fonctionnement de l'équipement.

B- Compte rendu minimum d'intervention

Après chaque intervention, le titulaire doit :

- Le renseignement du registre sur site à l'issu (dans le cas ce registre serait inexistant, la société aura l'obligation de le fournir).
- La transmission de la fiche d'intervention

Consignées les informations suivantes :

- Le nom de la personne représentante du service pour le site concerné (le cas échéant),
- Le nom de l'intervenant,
- La date et l'heure du début et de la fin d'intervention,
- Les anomalies constatées, les causes identifiées et les travaux effectués,
- La liste des pièces remplacées (marques, références, prix unitaires),
- Le détail des corrections techniques apportées,
- La situation finale de l'équipement.

La fiche d'intervention sera transmise à la DID dans un délai de **48H œuvrés**.

V. SECTION TECHNIQUE 04 : PISCINES

V.1. Nature et étendue des prestations

Le titulaire devra assurer le contrôle sanitaire et l'auto surveillance en incluant le maintien en état de bon fonctionnement des :

- Installations ou parties d'installation qui comportent un ou plusieurs bassins artificiels étanches dans lesquels des activités aquatiques sont régulièrement pratiquées et dont l'eau est filtrée, désinfectée, désinfectante, renouvelée et recyclée ;
- Les équipements et aménagements nécessaires à l'accueil du public et à la mise en œuvre des activités ainsi qu'au fonctionnement des bassins font partie des installations constitutives d'une piscine ;
- Bassins destinés aux enfants dont la profondeur d'eau n'excède pas 0,4 mètre.

Les prestations à réaliser sur les équipements sont :

- La prise en charge des équipements au démarrage du contrat,
- La prise en compte des exigences de sécurité pour les biens et les personnes,
- Conduire les opérations de maintenance conformément aux meilleures pratiques et dans les conditions économiques les plus compétitives.
- La remise à niveau des installations,
- Des visites de maintenance préventive,
- L'entretien des caniveaux extérieurs et installations techniques (grilles, éclairage) du grand bassin et de la pataugeoire sont compris dans le périmètre des prestations à réaliser. L'entretien des locaux adjacents sont hors périmètre,
- Des interventions de maintenance correctives (palliative et curative),
- Des travaux d'amélioration ou d'optimisations des installations soumis à la décision du RPA.
- Inscription des données sur le registre de maintenance et sur le cahier sanitaire.

La maintenance préventive est destinée à maintenir les équipements dans de bonnes conditions de fonctionnement en toute sécurité.

Les travaux préventifs consistent en des remplacements d'éléments à échéances régulières.

Les interventions correctives correspondent au dépannage et à la remise en état des équipements à la suite d'un compte rendu de visite ou d'une défaillance constatée dans le fonctionnement d'un équipement. Chaque demande de dépannage fera l'objet d'une demande orale (par téléphone) confirmée par écrit (mail ou fax) par la DID.

Les visites de maintenances préventives ne seront pas effectuées en même temps que des interventions de maintenances correctives.

Seule l'entreprise de maintenance accède aux locaux techniques des deux piscines.

La capacité d'accueil de la piscine est limitée à 150 personnes simultanément.

A charge du titulaire :

- Les analyses des eaux de baignades, (indicateurs chlore, ph)
- L'inscription des données d'utilisation du bassin sur le cahier sanitaire,
- Le traitement de l'eau (fourniture et mise en œuvre de la chloration, test de chloration et de PH des eaux de baignades),
- L'entretien mise en œuvre du système de chloration et l'approvisionnement du chlore,
- Le remise en état et la reprise en peinture des caniveaux du grand bassin et de la pataugeoire,

- Un relevé hebdomadaire du compteur d'eau

NB : Les installations sont constituées d'appareils pouvant provenir de différentes marques ou fabricants. Le titulaire est réputé posséder les connaissances et compétences nécessaires pour en assurer la maintenance. Il ne peut donc pas opposer une quelconque méconnaissance technique ou fonctionnelle des installations pour se soustraire à ses obligations.

V.2. Périmètre des prestations

Le périmètre d'intervention intègre l'ensemble des équipements nécessaires :

- Au bon fonctionnement des équipements électriques (moteurs, disjoncteurs, relais...) ;
- Au bon fonctionnement des équipements hydrauliques (pompes, accouplements, presse-étoupes...) ;
- Au bon fonctionnement des systèmes de chloration ;
- Au bon fonctionnement des automatismes (horloge générale, horloge d'impulsion, manostats...) ;
- À la mise en mouvement (exemple moteur, génératrice, réducteur / multiplicateur, ...) ;
- À la distribution (exemple : tuyauteries calorifugées ou non, éléments refroidissants, vannes...) ;
- Au stockage (cuves, ballons, réservoirs, ...) ;
- À la puissance et à la commande électrique (armoires, pupitres, automates, régulateurs ...) ;
- Les équipements électroniques de mesure et de régulation (sonde, capteur, détecteurs de mouvements ...) nécessaires au fonctionnement de l'équipement (aspect fonctionnel mais pas au sens mesure d'essais) ;
- Les alarmes et les sécurités de surveillance (niveau, défaut thermique, ...) ;
- Les systèmes de report ;
- La programmation des systèmes.
- Les caniveaux extérieurs, et installations techniques du bassin et pataugeoire (grilles, éclairage).

Définition : Le réseau au périmètre est l'ensemble du réseau, le cheminement de l'ensemble des canalisations, des grilles d'avaloir du bassin et de la pataugeoire au point de refoulement dans les bassins.

Le périmètre inclut :

- Circuit de l'eau ;
- Traitement de l'eau ;
- Goulottes ;
- Nettoyage et désinfection complète des bassins, goulottes, ...

La correction des non-conformités relevées à l'issue des visites du Bureau de contrôle ou ARS sur l'ensemble des équipements est comprise dans le forfait si ces non-conformités sont identifiables à des pannes.

Le contrôle de l'armoire électrique par une société agréée au moins une fois par an pour la vérification des installations électriques conformément à l'article R-4226-16 du code du travail.

Le périmètre exclut :

- Circuit/chemin du baigneur

Le nettoyage du bassin, des caniveaux extérieurs, de la pataugeoire et des locaux adjacents sont à la charge de l'exploitant sauf pendant la vidange du bassin.

V.3. Opérations d'exploitation et de maintenance préventive

A- Management du contrat incluse dans le Prix forfaitaires annuel

Assurera à minima un programme de maintenance préventive nécessaire à l'utilisation du bassin et de la pataugeoire :

Au quotidien à minima 2 visites par jour :

- Gestion des installations techniques liées au suivi de la qualité de l'eau : Filtration, système de chloration, pompes, ...

Annuellement à minima un arrêt technique par an :

- Nettoyage de l'ensemble des clapets des pompes.
- Contrôle de l'ensemble des vannes pompes.
- Contrôles de l'ensemble des vannes des filtres.
- Installation des vannes Grand Bassin conduite distribution.
- Vérification des gouttières grand bassin.
- Vérification du liner piscine grand et petit bassin.
- Vérification de l'ensemble des lumières bassin.
- Des mesures vibratoires effectuées une fois par an sur les groupes motopompe.

Ces visites seront effectuées, **impérativement**, en dehors de toute visite de maintenance corrective.

B- Conduite et surveillance

La conduite des installations a pour but d'assurer la mise service et la surveillance des équipements devant être en fonctionnement pour assurer la continuité des process.

A ce titre, l'entreprise devra effectuer les prestations définies dans **la gamme de maintenance Annexe 2**, et celles non explicitement décrites qu'elle jugera utiles pour assurer le bon fonctionnement des installations à entretenir.

Les opérations de maintenance consisteront à fiabiliser :

- Le bon fonctionnement des équipements électriques (horloge, moteurs, accouplements, disjoncteurs, relais, etc...)
- Le bon fonctionnement des équipements hydrauliques (pompes, vannes, manomètre, clapet, filtre, presse-étoupes, etc...)
- Le bon fonctionnement des systèmes de traitement de l'eau
- Le maintien des installations par un entretien plus général (lubrifications, vidange, nettoyage des installations et du local, mise en peinture des réseaux)
- L'inspection visuelle pour évaluer le bon état général de la piscine,
- La détection et réparation des fuites sur le liner si nécessaire (mise en place d'une solution adaptée)

L'entreprise interviendra selon la périodicité indiquée dans la gamme de maintenance, et plus souvent si elle le juge utile. Les visites de maintenance préventive seront effectuées en tenant compte de la dernière date de visite.

Tous les petits travaux nécessaires à la maintenance des installations, qui comprendront les resserrages, dégrappages, graissages, lubrifications, etc. seront à l'initiative du titulaire et compris dans le Prix forfaitaires annuel du marché.

Le titulaire est tenu responsable de tout incident technique survenant lors d'une opération de maintenance préventive. Dans ce cas, il devra remettre en état de fonctionnement et à sa charge toutes dégradations occasionnées.

C- Prestations à réaliser au titre de l'entretien

Une vidange complète est effectuée une fois par an pour effectuer un nettoyage et une désinfection du bassin par l'exploitant.

A l'arrêt de l'exploitation, procéder à minima aux opérations suivantes :

- Vidange et nettoyage du bac-tampon,
- Détartrage des filtres à sable ou remplacement du sable si nécessaire,
- Maintenance des alarmes de colmatage des filtres,
- Maintenance de l'ensemble des installations techniques (groupe motopompe : contrôle accouplement, contrôle des jeux, nettoyage crépine, contrôle étanchéité des joints de palier, lubrification des paliers à roulement ; groupe aspiration, pompes doseuses, débitmètres, pompes de recyclage, systèmes de chloration, manomètres des filtres.),
- Vérification obligatoire du disconnecteur hydraulique par un technicien « habilité »,
- L'expertise et nettoyage des différents bassins avec reprises ponctuels du liner si nécessaire,
- Remplacement des luminaires défectueux,
- Vérification du matériel d'analyse.

Fréquence à minima : 1/an - un deuxième passage si besoin en fonction de l'ampleur des travaux à réaliser.

Avant la reprise de fonctionnement ou selon la fréquentation, en cours de fonctionnement, procéder à minima aux travaux suivants :

- Nettoyage des préfiltres à minima une fois par semaine,
- Lavage des filtres à sable,
- Désinfection périodique du sable des filtres,
- Remplissage des bacs (chlore, correcteur de Ph...),
- Entretien des pompes doseuses, filtres de fond, clapet et cannes d'injection : une fois par semaine
- Nettoyage des crépines à minima une fois par mois (dépôt de chlore à enlever)
- Nettoyage des clapets des pompes d'injection, à minima tous les trois mois,
- Nettoyage du matériel d'analyse,
- Si besoin, réamorçage des pompes,
- Contrôle des niveaux de liquide des pompes doseuses,
- Fonctionnement de la pompe régulière et exempte de vibrations,
- Contrôle de la garniture d'étanchéité d'arbre,
- Contrôle des joints statiques,
- Contrôle du bruit de marche des paliers,
- Surveiller le bon fonctionnement des raccords auxiliaires,
- Mise en service une fois par semaine la pompe de réserve,
- Mesure de température des pompes,
- Contrôle de l'état de fonctionnement des vannes, manomètres et débitmètres,
- Contrôle électrique des installations une fois par mois,
- Relevé horaire de fonctionnement,
- Rangement et nettoyage du local technique.

Les filtres à sable : le nettoyage sera réalisé au minimum deux fois par an et le remplacement des filtres à sable tous les 10 ans.

Les préfiltres :

Leur nettoyage doit être **au minimum** hebdomadaire. Cette fréquence peut être augmentée selon l'importance de la fréquentation de la piscine ;

Fréquence à minima : 1/semaine.

Opérations	Type	Fréquence
Nettoyage de la masse filtrante	Contre lavage	1 fois par semaine ou plus en fonction de la fréquentation et de

		la valeur des manomètres
Entretien de la qualité de la masse filtrante	Contrôle visuel de l'intérieur du filtre : état général de la masse, niveau (hauteur) de la masse filtrante, état de l'enveloppe	1 fois par an
	Détartrage et désinfection du sable (chlore 1 g/l pendant 12h)	1 fois par an
	Remplacement du sable (à compter du dernier remplacement)	Tous les 10 ans

Recommandations :

La qualité et le confort des baigneurs sont fonction du suivi de la filtration. Il convient donc de surveiller régulièrement la pression affichée par les manomètres destinés à l'information sur l'encrassement des filtres. Il s'agira de définir un plan de maintenance approprié aux conditions d'utilisation de la piscine, en évitant d'attendre le dernier moment pour procéder au lavage, pour obtenir un résultat optimum, avec pour effet de réduire la durée de l'opération et en économisant de l'eau.

En période de forte fréquentation, augmenter la fréquence des décolmatages ; ceci permettra d'éviter un encrassement poussé des filtres et les pompes fonctionneront dans de bonnes conditions.

Par contre, il s'agira de ne pas procéder à des décolmatages trop rapprochés car un encrassement minimum permet d'obtenir une filtration plus fine.

Procéder périodiquement à une vidange complète des filtres et à la désinfection du sable ; introduire dans les filtres une solution concentrée de désinfectant (environ 1 g /l s'il s'agit de chlore), laisser agir toute la nuit, avant la remise en route des filtres procéder à un rinçage prolongé avec évacuation sur la vidange.

Procéder dès que nécessaire au détartrage du sable à l'aide de produits spécifiques contenant des composés à base d'acide auxquels est adjoit un agent passivant qui limite la corrosion des métaux.

Fréquence à minima : 1/an.

V.4. Compte rendu à la DID

A- Suivi de l'état d'avancement du planning de la maintenance préventive

Le service fait de la maintenance préventive réalisée se fera mensuellement. Le titulaire aura l'obligation de fournir 1 semaine avant la fin du mois un

état d'avancement détaillé des équipements qu'il aura maintenu durant ce mois.

Celui-ci précisera :

- La nature de l'intervention,
- La date d'intervention ;
- Le lieux d'intervention par (site, bâtiment et locaux),
- Le nombre d'équipements réalisés par bâtiment,
- L'état de fonctionnement de l'équipement.

B- Compte rendu minimum d'intervention

Après chaque intervention, le titulaire doit :

- Le renseignement du registre sur site à l'issu ;
- La transmission de la fiche d'intervention dans un délai de 48 heures.